



Protection des enfants sur Internet : Le rôle de l'industrie

Résultats du sondage

Il est évident que la multiplication des images d'abus pédosexuels sur Internet est une épidémie sociale qui affecte considérablement la vie des enfants et des survivants, ainsi que des personnes qui tâchent de les protéger.

En novembre de 2019, le Centre canadien de protection de l'enfance a mis en ligne un court sondage pour prendre le pouls de l'opinion publique sur la responsabilité de l'industrie vis-à-vis de la protection des enfants sur Internet. Sur une période de 18 mois, **plus de 21 000 personnes** ont répondu au sondage, dont voici les faits saillants :

85 %

des répondants estiment que **des accusations criminelles devraient être déposées contre les entreprises de technologie qui omettent de supprimer des images d'abus pédosexuels de leurs serveurs**; 13 % estiment que ces entreprises devraient être mises à l'amende.

90 %

des répondants estiment que les **gouvernements devraient adopter des lois** pour obliger les entreprises de technologie à se conformer à des normes de sécurité assorties de sanctions pour les entreprises récalcitrantes.

95 %

des répondants estiment que les **entreprises de technologie**, lorsqu'elles sont informées que des images volées d'enfants sont republiées ou diffusées dans un contexte sexuel sur leurs serveurs, **devraient être obligées par la loi de supprimer ces images.**

Commentaires des répondants:



« Le gouvernement doit absolument intervenir. On ne peut pas faire confiance aux entreprises pour faire ce qu'il faut par pure bonté d'âme. Il faut les y obliger. »



« Il faut imposer des peines sévères aux entreprises, aux organisations et aux personnes qui mettent des enfants en danger. Les enfants sont les plus vulnérables d'entre nous et ils méritent toute notre protection en tout temps. »

1. **La suppression des images d'abus pédosexuels sur Internet est essentiellement laissée au bon vouloir des entreprises de technologie. Ce manque de responsabilité et de transparence fait en sorte que des milliers de photos et de vidéos d'abus pédosexuels restent en ligne et conduisent à la revictimisation d'enfants et de survivantes et survivants.**

Selon vous, quelle serait la sanction la plus appropriée pour une entreprise de technologie qui laisse des images d'abus pédosexuels sur ses serveurs?

Aucune. La faute est imputable à l'auteur de l'infraction et non à l'hébergeur : **2 %**

Des accusations criminelles devraient être déposées contre l'entreprise : **85 %**

L'entreprise devrait être mise à l'amende : **13 %**

2. **Les gouvernements adoptent régulièrement des lois et des règlements pour assurer la sécurité et la protection des enfants dans le monde réel (âge légal pour consommer de l'alcool, âge pour conduire, système de classement des films, etc.).**

Selon vous, quel devrait être le rôle des gouvernements en matière de protection des enfants sur Internet?

Les gouvernements devraient adopter des lois pour obliger les entreprises à respecter des normes de sécurité et prévoir des sanctions en cas non-respect (amendes, accusations criminelles dans les cas graves, etc.) : **90 %**

Les gouvernements devraient travailler avec les entreprises de technologie pour rendre Internet plus sûr : **9 %**

Aucun. Les gouvernements n'ont rien à voir là-dedans : **1 %**

3. **Des images innocentes d'enfants sont volées sur des plateformes en ligne et republiées ou partagées par des personnes ayant des penchants pédosexuels. Pensons par exemple à quelqu'un qui déroberait une photo d'enfant nu ou partiellement nu sur un compte de médias sociaux non sécurisé.**

Il n'est pas rare que des images de ce type (par exemple, une photo d'un bambin dans une pataugeoire installée dans une cour arrière) se retrouvent dans des clavardoirs et des forums publics préjudiciables aux enfants dans la mesure où l'image est utilisée par des pédophiles dans un contexte sexuel. Projet Arachnid détecte des milliers de ces images volées, et les entreprises de technologie ne sont pas obligées par la loi de les supprimer.

Quelle est la responsabilité des entreprises de technologie lorsqu'elles sont informées que des images volées d'enfants sont republiées ou diffusées dans un contexte sexuel sur leurs serveurs et leurs plateformes?

Les entreprises devraient être encouragées à supprimer les images volées d'enfants : **4 %**

Les entreprises devraient être obligées par la loi à supprimer les images volées d'enfants : **95 %**

Aucune. La faute est imputable à l'auteur de l'infraction et non à l'hébergeur : **1 %**

4. **Quelle serait la première chose que vous feriez si vous appreniez que des photos de VOTRE enfant se trouvaient sur Internet dans un espace où des pédophiles et d'autres personnes ayant des penchants pédosexuels peuvent les voir et les commenter de façon dégradante et sexuelle?**

Je ne saurais pas quoi faire : **7 %**

Je signalerais l'affaire à mon service de police : **81 %**

Je signalerais l'affaire à l'hébergeur : **11 %**

Rien. Je ne pense pas qu'on puisse y changer quoi que ce soit : **1 %**